



Revue de Presse

mercredi 11 février 2009

S O M M A I R E

mercredi 11 février 2009

SNET/EON

EON: résultat solide en 2008, mais aussi plan d'économies et dépréciations Agence France Presse Fil Eco .- 10/02/2009	1
E.ON contraint de passer d'importantes dépréciations d'actifs Les Echos .- 11/02/2009	2
Regrets éternels Les Echos .- 11/02/2009	3
Cure d'austérité pour les groupes énergétiques allemands La Tribune .- 11/02/2009	4
Bons résultats pour E.ON qui s'inquiète pour l'avenir Enerpresse .- 11/02/2009	5
EON : Le géant allemand de l'énergie EON a indiqué que ses bénéfices l'an dernier ont affiché une hausse de 7 à 8 % La Correspondance économique .- 11/02/2009	6
Eon to cut costs after charges of €3.3bn Financial Times Europe .- 11/02/2009	7
Charges dent E.ON profit International Herald Tribune .- 11/02/2009	8
Impairment charges to total \$4.3 billion for utility E.ON The Wall Street Journal Europe .- 11/02/2009	9
E.ON acquiert un Pelamis Enerpresse .- 11/02/2009	10
Drop in demand provides a shock to the system Financial Times Europe .- 11/02/2009	11

CONCURRENCE

EDF rechigne à faire de la place à Total et GDF Suez dans les centrales nucléaires Le Monde .- 11/02/2009	12
La rentrée du nucléaire Enerpresse .- 11/02/2009	14
Nucléaire : ArcelorMittal intéressé par le deuxième EPR Les Echos .- 11/02/2009	15
EDF devrait afficher un bénéfice net en fort recul La Tribune .- 11/02/2009	16
Poweo cherche à renforcer ses moyens La Tribune .- 11/02/2009	17
"La justice doit sanctionner Poweo " L' Humanité .- 11/02/2009	18
Gas Natural dans la dernière ligne droite pour acquérir Union Fenosa Les Echos .- 11/02/2009	19
L'allemand EnBW confiant pour 2009 Les Echos .- 11/02/2009	20

S O M M A I R E

mercredi 11 février 2009

ENVIRONNEMENT

L'Europe fait la chasse à l'énergie vampire 21
La Tribune .- 11/02/2009

L'innovation au service du développement durable 22
La Tribune .- 11/02/2009

Environnement : Borloo obtient l'unanimité sur la loi Grenelle 1 23
Le Figaro .- 11/02/2009

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Watteco éduque ses puces à économiser l'énergie 24
Les Echos .- 11/02/2009

SNET/EON



EON: résultat solide en 2008, mais aussi plan d'économies et dépréciations

Francfort (ALLEMAGNE), 10 févr. 2009 (AFP) -

Le géant allemand de l'énergie EON a indiqué mardi que ses bénéfices l'an dernier ont affiché une hausse de 7 à 8%, tout en annonçant de lourdes dépréciations d'actifs de 3,3 milliards d'euros et un vaste plan d'économies.

Le groupe a affiché une hausse de 7% à 8% de son bénéfice d'exploitation en 2008 et prévoit en conséquence de payer un dividende de 1,50 euro, soit 9,5% de plus qu'en 2007, selon un communiqué.

EON s'attend à publier une "hausse similaire" de son résultat net annuel.

Le groupe tablait jusqu'ici sur une hausse comprise "entre 5 et 10%" de ses bénéfices opérationnel et net.

Le bilan définitif pour 2008 doit être dévoilé le 10 mars.

En revanche le résultat consolidé sera amoindri par de lourdes dépréciations d'actifs, a précisé EON.

Il a ainsi dû passer une charge de 1,8 milliard d'euros sur des actifs européens récemment rachetés à Endesa et Enel/Acciona, et corriger de 1,5 milliard d'euros la valeur de sa filiale américain US Midwest.

L'annonce a désagréablement surpris le marché : à 8H42 GMT à Francfort, l'action perdait 1,44% à 24,66 euros, ralentissant toutefois ses pertes après avoir perdu plus de 3% en début de séance sur un indice Dax en baisse de 1,85%.

Le numéro un allemand de l'énergie a par ailleurs annoncé qu'il comptait économiser jusqu'à 1,5 milliard d'euros d'ici 2011.

"Nous ne pouvons exclure que dans certains secteurs il y ait des réductions de personnel d'ampleur réduite", a fait savoir le groupe dans son communiqué.

EON a d'ores et déjà annoncé la suppression de 450 emplois au Royaume-Uni et de 1.800 emplois dans ses filiales de distribution régionales en Allemagne.

"L'évolution dramatique dans tous les domaines de l'économie américaine nous renforce dans notre conviction qu'il faut sans perdre de temps renforcer la compétitivité de l'entreprise", a déclaré le patron du groupe Wulf Bernotat, cité dans un communiqué.

Il a souligné qu'après une phase de croissance qui l'a conduit à multiplier les lourdes acquisitions, il était temps pour EON de se "concentrer sur ses performances internes."

Le grand rival d'EON en Allemagne, le groupe RWE, est lui aussi engagé dans un programme d'économies. Il veut réduire ses dépenses de 1,2 milliard d'euros d'ici 2012.

E.ONENDESAENELACCIONARWE
etb-auc/etb/js

Afp le 10 févr. 09 à 09 57.

Ref : TX-PAR-JTN23.



ÉNERGIE

Le premier groupe énergétique allemand annonce une progression de son résultat opérationnel de 7 à 8 % en 2008 et un dividende en hausse de 9,5 %. Et lance un plan d'économies de 1,5 milliard d'euros d'ici à 2011.

E.ON contraint de passer d'importantes dépréciations d'actifs

DE NOTRE CORRESPONDANT
À BERLIN.

Les temps sont plus durs », déclarait lundi Wulf Bernotat, le patron d'E.ON, au quotidien « Handelsblatt ». Après avoir ainsi préparé les esprits, le premier groupe énergétique allemand a annoncé qu'il allait passer de lourdes dépréciations sur certains actifs. E.ON a dû enregistrer une charge de 1,8 milliard d'euros sur les activités rachetées à Endesa et à Enel-Acciona, situées en France, en Espagne et en Italie. Le marché italien en particulier se révèle décevant, en raison de modifications de l'environnement fiscal et de nouvelles réglementations sur le marché de gros. E.ON doit en outre corriger de 1,5 milliard d'euros la valeur de sa filiale américaine US Midwest, dont les perspectives de croissance à long terme ont été revues à la baisse et dont le financement coûte plus cher que prévu.

Les états financiers globaux resteront toutefois très satisfaisants. Le groupe, qui présentera ses résultats complets le 10 mars, attend un bénéfice d'exploitation 2008 en progression de 7 à 8 % par rapport au niveau de 2007 de 9,2 milliards d'euros. Le groupe se situe ainsi exactement au milieu de la four-

chette de 5 à 10 % de progression qu'il avait donnée comme boussole aux analystes financiers. Dans ces conditions, la société prévoit de distribuer un dividende de 1,5 euro à ses actionnaires, en hausse de 9,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Croissance organique

Pour se préparer à l'avenir et « renforcer sa compétitivité internationale sans attendre », le groupe entame aussi un plan d'économies de 1,5 milliard d'euros d'ici à 2011. Il souhaite tailler dans ses dépenses de fournitures, d'informatique ainsi que dans l'administration. Wulf Bernotat n'exclut pas des réductions d'effectifs, mais « d'ampleur réduite ». Le groupe a déjà annoncé la suppression de 450 emplois au Royaume-Uni et de 1.800 emplois dans ses filiales de distribution régionales en Allemagne. E.ON emploie quelque 93.000 personnes dans le monde.

« Une amélioration de l'efficacité et la baisse des coûts font partie des obligations permanentes du management », explique Wulf Bernotat. Le concurrent direct, RWE, est lui aussi engagé dans un programme de réduction des coûts d'un montant de 1,2 milliard d'euros d'ici à 2012, mais n'envisage pas de sup-

pressions de postes avant cette date. Pour E.ON, qui a procédé ces dernières années à de lourdes acquisitions, avec notamment l'achat du russe OGC-4 pour 4,6 milliards d'euros, le temps est venu de se concentrer sur la croissance organique.

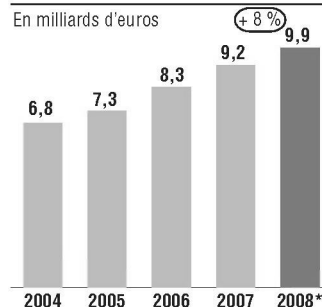
Rassurés par la hauteur du dividende promis mais déçus par l'ampleur des dépréciations, les investisseurs ont légèrement sanctionné hier l'action E.ON, qui a perdu jusqu'à 2,9 % en séance, et clôturé en repli de 4,04 %, à 24,23 euros.

KARL DE MEYER

Lire « Crible » page 38.

Le résultat d'exploitation d'E.ON

En milliards d'euros



* Les Echos » / Source : société * Estimation



Regrets éternels

Les plus belles acquisitions sont parfois celles qu'on n'a pas faites. Comme Barclays se félicite d'avoir manqué l'acquisition d'ABN AMRO qui faillit être fatale à sa consœur Royal Bank of Scotland, **E.ON** peut remercier le Premier ministre espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, d'avoir bloqué, il y a deux ans, sa tentative de raid sur son champion électrique Endesa. N'ayant finalement repris que des positions de numéro trois ou quatre dans l'électricité et le gaz en Espagne, en Italie et en France, l'énergéticien allemand peut se contenter aujourd'hui de rayer de ses comptes seulement

1,8 milliard d'euros de survaleurs, soit 16 % des 11,5 milliards payés en 2007. Ses malheurs passés évitent à ses actionnaires ce qui aurait probablement été la première perte de l'histoire du groupe. Ceux de l'italien Enel, l'acquéreur de 67 % d'Endesa aux côtés d'Acciona, risquent de ne pas avoir cette chance. Le cours de Bourse de l'électricien ibère toujours coté à Madrid a été ramené 42 % en dessous du prix offert par le tandem. Si bien que la moins-value latente d'Enel dépasse les 12 milliards d'euros, plus du double du bénéfice net qu'il devrait enregistrer pour 2008. S'il se contentait d'un nettoyage d'une ampleur comparable à celui d'E.ON, il terminerait l'année sur un profit à très basse tension sans renforcer des fonds propres deux fois moindres que sa dette nette. « Gloria victis ! »


ENERGIE

Cure d'austérité pour les groupes énergétiques allemands

E.ON déprécie pour 3,3 milliards d'euros d'actifs et lance **UN VASTE PLAN D'ÉCONOMIES**.

TRADITIONNELLEMENT JUGÉS très résistants, les groupes énergétiques allemands ne sont pourtant pas épargnés par la crise. Ainsi le premier d'entre eux, E.ON, a dû annoncer hier qu'il passerait, dans ses comptes 2008, quelque 3,3 milliards d'euros de dépréciations d'actifs. Ce réajustement a été effectué pour 1,5 milliard d'euros sur les activités américaines et pour 1,8 milliard d'euros sur la division Europe du Sud (France, Italie et Espagne), récemment acquise par le groupe. Aux États-Unis, les perspectives de croissance à long terme ont été revues à la baisse tandis que le coût du capital progresse. En Italie, le nouvel impôt conduit à un réajustement de 500 millions d'euros de la valeur des activités locales. Comme l'a reconnu le président d'E.ON, Wulf Bernotat, tout ceci « aura un impact sur le résultat net » du groupe qui sera publié le 10 mars. Mais cette déprécia-

tion a épargné le résultat opérationnel qui, avec une hausse de 7 % à 8 % en 2008, est en ligne avec les prévisions, et le dividende pourra être augmenté.

■ STRUCTURES INTERNES

L'horizon reste cependant chargé et Wulf Bernotat, qui n'a pas voulu s'engager sur des objectifs pour 2009, a annoncé le lancement d'un vaste plan d'économies. Il s'agit de simplifier les structures internes, devenues complexes après les nombreuses acquisitions du groupe, et de réduire les coûts. Des suppressions de postes ne sont pas exclues. En tout, c'est 1,5 milliard d'euros d'économies qui seraient réalisées d'ici à 2011. « La crise actuelle rend ce plan plus urgent », a souligné le patron d'E.ON.

À l'image du leader allemand, les concurrents d'E.ON souffrent également. Alors que RWE réfléchit également à un plan d'économies,

le numéro trois de l'énergie allemande, EnBW, détenu à 45 % par EDF, va lui aussi chercher à réduire ses coûts, de 200 millions d'euros d'ici à 2011 ou 2012. EnBW a certes enregistré une hausse sensible, de 15 %, de son résultat opérationnel en 2008 et il a relevé son dividende. Mais le résultat net de la filiale d'EDF a reculé de 36 %, à 872 millions d'euros, touché lui aussi par des dépréciations liées à la décision du régulateur allemand de baisser les droits d'accès à son réseau ainsi qu'à des pertes sur des instruments financiers. Et ses perspectives ne sont guère réjouissantes : la récession va réduire la consommation d'électricité, notamment dans l'industrie, tandis que la pression sur les prix va se poursuivre. Au final, EnBW prévoit donc pour 2009 un recul de la production et un bénéfice qui restera au niveau de 2008.

ROMARIC GODIN, À FRANCFORT

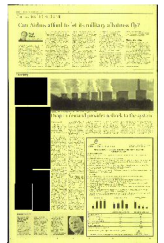


Bons résultats pour E.ON qui s'inquiète pour l'avenir

E.ON a indiqué, mardi, que ses bénéfices l'an dernier ont affiché une hausse de 7 à 8%, tout en annonçant de lourdes dépréciations d'actifs de 3,3 milliards d'euros et un vaste plan d'économies. L'énergéticien a affiché une hausse de 7% à 8% de son bénéfice d'exploitation en 2008 et prévoit en conséquence de payer un dividende de 1,50 euro, soit 9,5% de plus qu'en 2007, selon un communiqué. E.ON s'attend à publier une «hausse similaire» de son résultat net annuel. Le groupe tablait jusqu'ici sur une hausse comprise «entre 5 et 10%» de ses bénéfices opérationnel et net. Le bilan définitif pour 2008 doit être dévoilé le 10 mars. En revanche le résultat consolidé sera amoindri par de lourdes dépréciations d'actifs, a précisé E.ON. Il a ainsi dû passer une charge de 1,8 milliard d'euros sur des actifs européens récemment rachetés à Endesa et Enel/Acciona, et corriger de 1,5 milliard d'euros la valeur de sa filiale américain US Midwest. Le numéro un allemand de l'énergie a par ailleurs annoncé qu'il comptait économiser jusqu'à 1,5 milliard d'euros d'ici 2011.



♦ **EON** : Le géant allemand de l'énergie EON a indiqué que ses bénéfices l'an dernier ont affiché une hausse de 7 à 8 %, tout en annonçant de lourdes dépréciations d'actifs de 3,3 milliards d'euros et un vaste plan d'économies. Le groupe prévoit de payer un dividende de 1,50 euro, soit 9,5 % de plus qu'en 2007. Le groupe tablait jusqu'ici sur une hausse comprise "entre 5 et 10 %" de ses bénéfices opérationnel et net. Le bilan définitif pour 2008 doit être dévoilé le 10 mars. En revanche le résultat consolidé sera amoindri par de lourdes dépréciations d'actifs, a précisé EON. Il a ainsi dû passer une charge de 1,8 milliard d'euros sur des actifs européens récemment rachetés à Endesa et Enel/Acciona, et corriger de 1,5 milliard d'euros la valeur de sa filiale américaine US Midwest.



Eon to cut costs after charges of €3.3bn

Energy group pays for rapid expansion Scheme to generate savings of €1.5bn

By Chris Bryant in Berlin

Eon, Europe's biggest energy company, yesterday announced a big cost-cutting drive after it was hit by €3.3bn (\$4.3bn) in charges related to an expansion of its operations in southern Europe and the US.

The move underscores how even utilities – once considered a safe haven by investors – are being hit by the economic crisis as energy consumption by industrial users falls and the cost of refinancing corporate debt rises.

Marcus Schenck, Eon's chief financial officer, said he expected the cost of capital of the entire group to increase by 40 basis points.

Wulf Bernotat, chief executive, said the company was encountering fiercer compe-

tion and "finding it increasingly difficult to continue with successful growth".

The Düsseldorf-based company said it would generate €1.5bn in cost savings, consisting of €1.1bn in cost-cuts and €400m in productivity improvements, across all operations by 2011 but warned that it could not rule out further job losses.

Under its new cost-cutting strategy, Eon said it would make savings in areas such as procurement and IT and in its operational units.

"We cannot exclude that there will be some cuts in individual areas," Mr Bernotat said. The company has already announced 450 job cuts in the UK.

The announcement also heralds an era of consolidation for Eon, following a period of rapid expansion.

Although it lost out in its €43bn attempt to acquire Endesa, the Spanish utility, in 2007, it struck a deal with Italian utility Enel and

Acciona, the Spanish construction group, to acquire €11.8bn of assets from the winning bidders.

It has now been forced to take an impairment charge of €1.8bn on these purchases due to gloomier prospects in the Italian energy market and an increase in the country's corporate tax rate. But the utility said it expected adjusted pre-tax earnings in 2008 to beat the previous year by 7-8 per cent, with a smaller rise in adjusted net income.

The company will also take a €1.5bn goodwill charge on its US Midwest market unit, where it blamed the rising cost of capital and lower long-term gas and power demand growth rates.

"We cannot exclude that there will be some cuts in individual areas"

Wulf Bernotat,

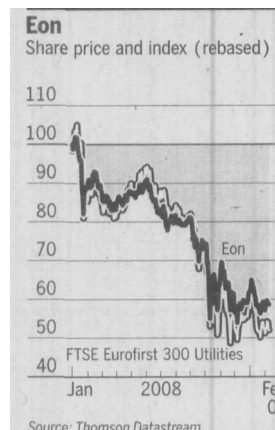
Eon chief executive
 Eon also warned that its Russian electricity generation business, which it acquired for more than €4bn in 2007, would no longer meet a €1bn earnings target by 2011 due to construction delays.

Nevertheless, Eon plans to increase its annual dividend by about 9.5 per cent to €1.50 when it reports full-year results on March 10.

Separately, EnBW, Germany's third-biggest utility, warned yesterday that, given the current economic situation, it could not rule out a decline in electricity sales this year.

"We're talking about the loss of a mid- to large-sized city," said Hans-Peter Villis, chief executive.

The shares were trading 0.9 per cent lower at €121.30 yesterday and have fallen more than 12 per cent this year, underperforming the broader European market.





Charges dent E.ON profit

The Associated Press

FRANKFURT: The German energy company E.ON said Tuesday that charges for €3.3 billion would dent its otherwise rising profit in 2008 and that it would start a cost-cutting program that could include layoffs.

E.ON, which is based in Düsseldorf and is Germany's largest energy company, said its business in the U.S. Midwest faced a write-down of €1.5 billion, or \$1.95 billion, on good will.

The company also took a €1.8 billion impairment charge on the difference between the book value and the fair value of operations in Italy, Spain and France that it had assumed through recent acquisitions from Enel-Acciona and Endesa. These will negatively affect its consolidated net profit.

If these one-time costs are not included, E.ON said, there would be an expected 7 percent to 8 percent increase in adjusted earnings before interest and taxes as well as in adjusted net profit. In 2007, the company reported adjusted earnings before interest and taxes of €9.2 billion and adjusted net profit of €5.1 billion.

The company is due to report full earnings in March.

E.ON also announced a program to save €1.5 billion by 2011, aimed at improving efficiency and productivity, cutting costs in specific areas, optimizing structures and processes, and avoiding unnecessary bureaucracy. E.ON said the moves would enhance competitiveness and secure corporate development.

The company said the measures could affect employment.



Impairment charges to total \$4.3 billion for utility E.ON

BY JAN HROMADKO

E.ON AG of Germany said Tuesday it will book €3.3 billion (\$4.3 billion) in impairment charges for parts of its business because of weakened trading conditions, but added that 2008 results won't be affected.

The Düsseldorf company pledged to step up its efforts to improve costs and efficiency to help achieve its growth targets despite the global recession.

E.ON said the impairment charges reflect weakened market conditions for its U.S., Italian, Spanish and French operations. They will be cash-neutral so that 2008 adjusted net profit and adjusted earnings before interest and taxes will rise in line with its forecasts, the company added.

About €1.5 billion of the impairment charges are related to the company's U.S. Midwest business, where a 0.7% increase in the cost of capital will trigger about €1 billion in write-downs, said Chief Executive Wulf Bernotat. A further €300 million are the result of weakened prospects for longer-term power and gas-demand growth, he said.

An additional €1.8 billion in impairment charges are mainly related to an increase in Italy's corporate tax and a "gloomier" outlook for the country's energy market

amid regulatory intervention in wholesale markets, Mr. Bernotat said. The tax increase prompted about €500 million in write-downs, while charges of as much as €700 million relate to the regulatory changes, he said.

Analysts said that while the charges on the European assets had been expected in light of worsened market conditions, the charges for E.ON's U.S. business came as a surprise.

"This is particularly disappointing given that most of E.ON's U.S. business is regulated," said Sal. Openheimer analyst Matthias Heck.

E.ON said it intends to generate €1.5 billion in savings and efficiency improvements until 2011 to ensure it can still achieve its growth targets in the weakened market environment.

Based on preliminary figures, E.ON said it expects 2008 adjusted earnings before interest and taxes to rise by 7% to 8% from a year earlier. Net profit should see similar growth, in line with the company's previous forecast of a 5% to 10% increase, E.ON said. The company will report 2008 results March 10.

E.ON said it plans to propose a dividend payment for 2008 of €1.50 per share, representing a 9.5% rise from 2007, but just below the lower end of its targeted range for a 10% to 20% annual dividend increase.



E.ON acquiert un Pelamis

La filiale britannique de l'énergéticien allemand a annoncé, mardi, l'acquisition d'un Pelamis 2. Le montant de l'acquisition n'a pas été dévoilé. Long de 180 m (soit 50 m de plus que le prototype, ndlr), ce convertisseur d'énergie houlomotrice sera expérimenté, durant cette année, au centre d'essai des îles Orcades. Si les essais se révèlent concluants, l'engin de 750 kW sera mis en service industriel, dans le courant de 2010, a indiqué l'énergéticien dans un communiqué. E.ON UK prévoit de se doter d'une capacité marine de 1 000 MW. Jusqu'à présent, Energias de Portugal est le seul électricien à utiliser le Pelamis (*cf. Enerpresse n°9666*).



Drop in demand provides a shock to the system

News analysis

Utilities have been caught off-guard by the severity of the financial crisis, writes Chris Bryant

Trouble is looming for European power generators as industrial companies cut back on electricity consumption, threatening profit margins and future investment.

Whereas only a few months ago the talk was of the lights going out in Europe because of an impending energy shortage, the short-term danger is now one of oversupply.

"It is probably the first time since the war that we are seeing a significant decline in electricity consumption," said Per Lekander, head of utilities research at UBS. "I very clearly underestimated this. It is an indication of how extreme this downturn will be."

Utilities have traditionally been seen as a defensive sector during a recession. But industrial companies – which account for about half of European consumption – now require less power as they cut production.

Terna, the Italian grid

operator, warned last week that total electricity consumption was down by almost 10 per cent in January compared with the previous month, following a 0.7 per cent annual decline in 2008, the first fall since 1981. Meanwhile, large French industrial clients cut their consumption by 18 per cent in December compared with the previous year, according to RTE, the grid operator.

The clean-dark spread – industry jargon for the profit made from generating electricity from coal, taking into account the original cost of coal and the price of carbon dioxide permits – has dipped from about €27 per megawatt hour to €21-€22 MW/hr over the past six weeks. Utilities are said to require a figure of about €25 in order to cover the cost of new power plants and analysts say there is a risk that these spreads could fall further.

Utilities face a double blow as the cost of refinancing their debt has risen.

Power generators have so far played down the effects of the recession. In a worst-case scenario, RWE, Germany's second-biggest utility, said that domestic electricity demand from energy-intensive industries would decline by up to 10 per cent this year.

In a note prepared for

investors, the company pointed out that many car factories and steel manufacturers have basic requirements that cannot be cut even if fewer goods are being made, for example overhead lighting.

Utilities also emphasise that they sell forward, or hedge, a large proportion of their electricity, which means they are partially shielded from the recent slump in power prices. For example, RWE said it has sold forward more than 90 per cent of 2009 and 70 per cent of 2010 power production.

However, although strategies such as this may protect some companies against falling demand and prices in the short term, power generators' exposure will increase significantly if the downturn lasts more than a couple of years.

The degree to which an individual utility will be affected will depend on its hedging strategy, ability to raise prices and how it generates electricity. A nuclear or hydropower generator may have a higher proportion of fixed costs that cannot be cut in response to a decline in volume.

"I think utilities are underestimating the impact. There is no historical comparison," said Mr Lekander,

who has reduced earnings estimates for exposed stocks by 5-20 per cent over the past six months.

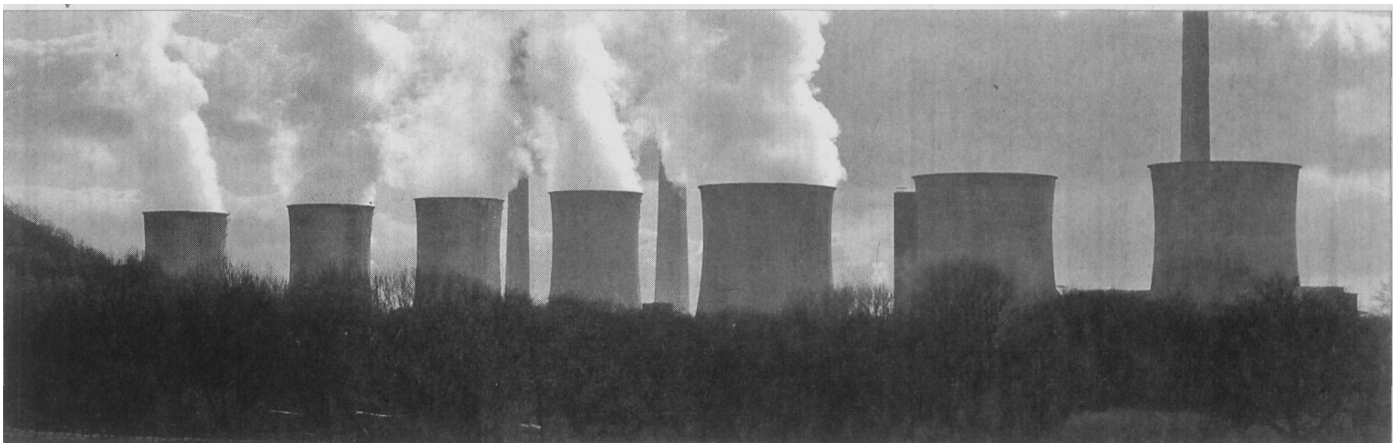
Equity markets have not ignored these warnings. The DJ Stoxx 600 European utilities index has fallen 34 per cent over the past year, albeit slightly less than the 40 per cent drop recorded by the broader FTSE Eurofirst 300 index of companies.

Falling profit margins, combined with the challenges of obtaining project finance, may discourage utilities from replacing ageing power plants and bar new entrants to the market.

"It's clear that with lower margins it will be more difficult for utilities to invest and they will therefore be more selective," said Colette Lewiner, the head of energy at Capgemini.

Although residential and commercial electricity consumption is likely to pick up again quickly, some say industrial electricity use may take longer to recover.

"The pattern of consumption and the location of production will change significantly. If car manufacturers close down a plant in France, I'm not sure they are going to open up again the same type of plant after the crisis," said Ms Lewiner.



Electricity profits for utility groups such as Eon and RWE are coming under pressure

Bloomberg

CONCURRENCE



EDF rechigne à faire de la place à Total et GDF Suez dans les centrales nucléaires

Nicolas Sarkozy constate que la France a « un deuxième énergéticien de rang mondial » et réfléchit à « la possibilité d'un troisième dans les années à venir »

Dominée depuis cinquante ans par EDF, l'industrie nucléaire française s'ouvre à de nouveaux acteurs – notamment GDF Suez et Total. Mais le groupe d'électricité, premier exploitant de centrales au monde avec 58 réacteurs en exploitation, pèse encore de tout son poids sur la filière, et sa culture de monopole ne l'incite pas à faire de la place aux autres.

En dépit du lobbying de GDF Suez, c'est EDF qui a obtenu la construction à partir de 2012, à Penly (Seine-Maritime), du deuxième EPR français, le réacteur de troisième génération fabriqué par Areva. Le président de la République a cependant reconnu le 6 février, à Flamanville (Manche), sur le chantier du premier EPR, que « la France a un deuxième énergéticien de rang mondial » et qu'il faut « aussi lui donner toutes ses chances ». Nicolas Sarkozy, qui réfléchit à « la possibilité d'un troisième dans les années à venir », a laissé entendre qu'il devrait être confié à GDF Suez, ajoutant qu'il n'y a pas trop de deux groupes – EDF et GDF Suez – pour « appuyer les efforts d'exportation d'Areva ».

Pour l'heure, EDF écrase le paysage. Son PDG, Pierre Gadonneix, le répète : au-delà de la France, « nous voulons être le leader de la relance du nucléaire dans le monde ». En Grande-Bretagne, où le rachat de British Energy lui donne une longueur d'avance sur ses concurrents, les allemands E.ON et RWE (Allemagne) et GDF Suez (allié à l'espagnol Iberdrola). Aux Etats-Unis, en reprenant la moitié des activités nucléaires de Constellation Energy. En Chine, où il construit deux EPR. Et en Italie, où EDF a, semble-t-il, des discussions avancées avec le gouver-

nement. EDF forme une cinquantaine d'ingénieurs et de techniciens italiens à Flamanville, avec l'idée de s'associer avec Enel pour construire des EPR dans la Péninsule.

En France, il y a place pour un EPR tous les deux-trois ans à partir de 2020, estime M. Gadonneix. Le groupe embauche 500 ingénieurs nucléaires par an pour remplacer la génération de ceux qui exploitent le parc atomique depuis 1977. Tous ces EPR n'iront pas à EDF.

Les dirigeants de GDF Suez s'irritent de ce qu'ils considèrent comme une arrogance d'EDF. « Nous avons quarante ans d'expérience, rappelle son PDG, Gérard Mestrallet. Nous exploitons sept réacteurs en Belgique avec des performances opérationnelles qui nous classent parmi les meilleurs exploitants au monde, tant pour la disponibilité des réacteurs (90 %) que pour la sûreté des installations. »

Si EDF a ciblé quelques pays où il compte construire et exploiter des flottes de réacteurs, GDF Suez a une stratégie plus diversifiée : Grande-Bretagne, Roumanie, Bulgarie, Moyen-Orient (Abou Dhabi), où il est devenu le premier exploitant étranger de centrales thermiques. Sans exclure, à terme, d'exploiter des centrales dans d'autres pays (Brésil, Etats-Unis...). Le groupe met en avant sa capacité à conduire des chantiers géants (centrales ou usines de dessalement d'eau de mer, barrages hydroélectriques...).

GDF Suez ne veut pas occuper un strapontin

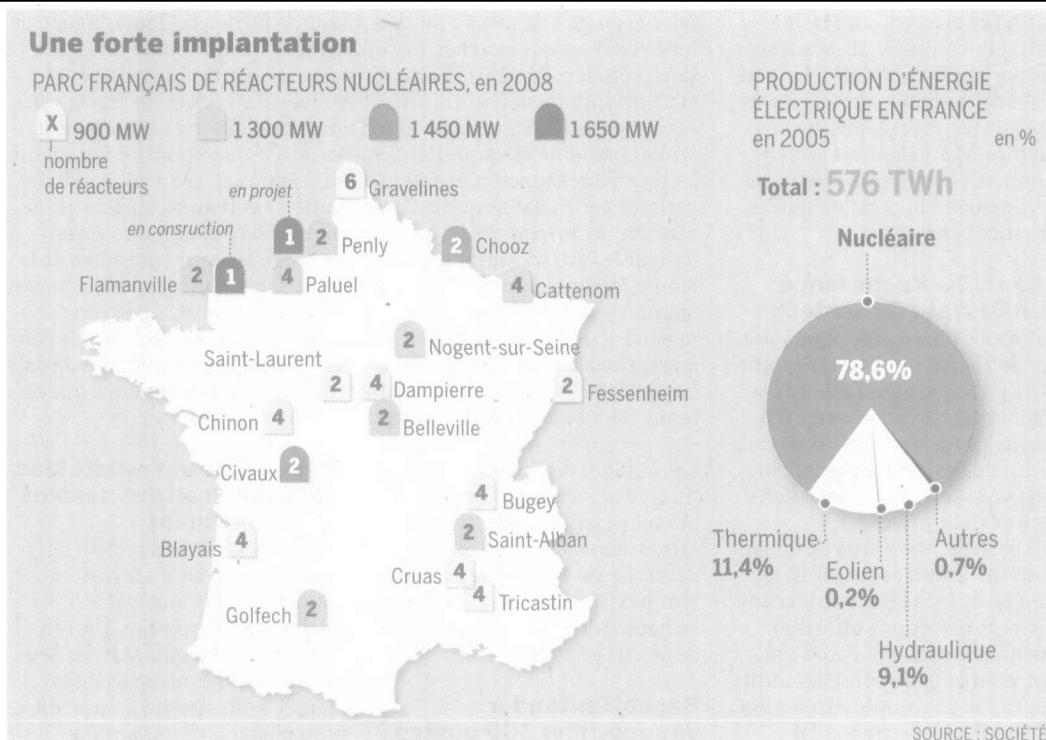
Dernier arrivé dans le paysage,

Total fera à terme du nucléaire un de ses « cœurs de métier ». Il ne veut plus seulement mettre sa maîtrise des grandes infrastructures pétrogazières au service d'une énergie qui lui permet de préparer l'après-pétrole. Ni « être qu'un partenaire financier dans ce nouvel EPR », prévient Christophe de Margerie, lundi 9 février, dans un entretien aux Echos. Il aurait « préféré » que sa construction soit confiée à son partenaire GDF Suez. Faute de mieux, il réclame une participation « significative » (au moins 10 %) dans l'EPR de Penly, à l'instar de ce qu'Enel a obtenu à Flamanville (12,5 %) et dans cinq autres EPR construits par EDF d'ici à 2023.

Et comme Enel, il entend profiter des compétences d'EDF sur le chantier. Le groupe a créé une équipe nucléaire au sein de sa division gaz et énergies nouvelles. « Nous avons clairement la volonté d'acquiescer un savoir-faire (...) afin de pouvoir devenir un jour un véritable acteur dans l'exploitation de centrales », souligne le patron de Total. D'autant que le secteur « commence à manquer de ressources humaines » et qu'il faudra « utiliser les forces vives de tous les partenaires ». Le message est adressé aux dirigeants d'EDF, auxquels il demande le droit, pour Total, de « mettre des équipes à disposition du projet », ce qui ne semble pas acquis.

GDF Suez ne veut pas non plus occuper un strapontin. Une exigence bien reçue par M. Sarkozy. « Doit-on refuser à GDF Suez ce qui a été accordé à Enel, ici, à Flamanville ? » a-t-il souligné, en plaidant pour une véritable force de frappe française dans le nucléaire civil. ■

Jean-Michel Bezat





La rentrée du nucléaire

Plusieurs fois annoncé, le retour du nucléaire est là. Le revirement la semaine dernière de la Suède, l'annonce par le Président Sarkozy d'un deuxième EPR en sont les derniers avatars. Cependant, il va se faire dans des conditions différentes de la génération précédente, sujet du débat *BIP-Enerpresse* d'hier mardi. *«La complexité des installations, insiste Vincent Berthelon, directeur général de Logica Management Consulting, rappelant que pour deux tranches quelque 200 000 équipements sont mis en oeuvre (...), suppose la maîtrise des process et de cette complexité.»* Complexité et niveaux d'investissements qui, *«même si les réacteurs dont nous disposons actuellement sont fiables et mieux harmonisés que par le passé»,* affirme Paul Rorive, chargé des activités nucléaires de GDF Suez, implique que *«les opérateurs prennent leur part de responsabilité dans les projets, avec le risque de les réserver aux grandes acteurs.»*

Une concentration qui s'accorde avec les partenariats. Comme l'indique Jacques Sacreste, directeur à la division nucléaire d'EDF, le partenariat fait partie des *«trois leviers nouveaux pouvant faciliter les investissements»*. Même si P. Rorive signale que *«ces modèles reviennent à la mode,»* puisque c'était déjà le cas avec les premiers REP français et belges. Le deuxième levier, insiste le représentant d'EDF, est le choix d'implanter les EPR *«accolés à du nucléaire existant»*, comme c'est le cas en France ou au Royaume-Uni. Enfin, *«le nucléaire bénéficie d'une aide des autorités financières, via la Coface, facilitant l'exportation de cette technologie.»* Et les *«banques françaises sont sans doutes plus habituées au financement du nucléaire que leurs homologues anglo-saxonnes»*. Outre le risque lié à la construction, *«le risque premier est celui du cadre réglementaire,»* et là il y a consensus pour dire qu'il évolue positivement. Même si Didier Beutier, directeur des études économiques et prospectives à Areva, estime que les procédures peuvent être améliorées, *«au moins afin d'avoir des designs de réacteurs homogènes (...) pour éviter d'avoir à refaire un processus de certification dans chaque nouveau pays.»* Un cadre *«en cours d'élaboration en Italie,»* insiste Michel Crémieux, président d'Enel France, ajoutant que *«nous souhaiterions que les critères retenus soient internationaux.»* Et, si Rome n'a pas choisi la technologie, l'Enel réaffirme son ambition en France, dans les cinq premiers EPR d'EDF.



Nucléaire : ArcelorMittal intéressé par le deuxième EPR

Le sidérurgiste ArcelorMittal est intéressé par le deuxième EPR, qui sera construit à Penly. Si des industriels sont invités au tour de table, « ce serait de nature à nous intéresser », a déclaré hier Fernand Felzinger, vice-président en charge de l'énergie chez ArcelorMittal, à l'occasion de la conférence Energie 2009 organisée par « Les Echos ». Après GDF Suez, le pétrolier Total et l'électricien italien Enel, ArcelorMittal s'inscrit comme un candidat supplémentaire à une participation dans ce réacteur de troisième génération confié en majorité à EDF. Son but est de sécuriser ses approvisionnements énergétiques à des coûts compétitifs.



EDF devrait afficher un bénéfice net en fort recul «

Le groupe pâtit des **BAS TARIFS ACCORDÉS À CERTAINS INDUSTRIELS**, du repli de la livre et de la disponibilité de son parc nucléaire.

D'après nos informations, le groupe a été conduit à réévaluer une provision à 1,2 milliard d'euros.

PAR MARIE-CAROLINE LOPEZ

Selon nos informations, EDF devrait publier demain un résultat net de 3,4 milliards d'euros, en deçà des 3,7 milliards attendus par le consensus Bloomberg des analystes. Et surtout très inférieur aux 5,6 milliards d'euros réalisés en 2007, même si, hors éléments exceptionnels, le bénéfice net courant s'était établi à 4,7 milliards d'euros l'an dernier.

Ce recul n'est pas une surprise. « En 2008, le résultat net part du groupe subira principalement les effets négatifs de la provision constituée pour tenir compte de la prolongation pour une année supplémentaire du dispositif Tartam (tarif réglementé transitoire d'ajustement de marché) », déclarait EDF le 20 janvier dans un document financier réglementaire. Cette provision, que le groupe avait évaluée en août dernier à 1 milliard d'euros pour les années 2009 et 2010, aurait été relevée à 1,2 milliard, selon nos informations. Le Tartam est ce tarif plafon-

né, à mi-chemin entre le tarif réglementé et les prix de marché, qui s'adresse aux clients, ayant opté avant 2006 pour la concurrence, en espérant diminuer leur facture, mais qui ont, au contraire, subi la flambée des prix de plein fouet. Ce tarif, dont le Parlement français a voté cet été la prolongation jusqu'au 30 juin 2010, est financé par les producteurs d'électricité. CM-CIC Securities n'exclut pas, au final, une reprise sur ces provisions, que l'analyste estime plutôt devoir se situer en fait autour de 800 millions d'euros.

■ COEFFICIENT DE DISPONIBILITÉ

Au niveau de l'activité, EDF boucle une bonne année 2008, avec un excédent brut d'exploitation (Ebitda) en progression, par rapport aux 15,2 milliards d'euros enregistrés en 2007. Fin janvier, EDF indiquait que l'Ebitda « devrait augmenter d'environ 3 % en 2008 ». Un résultat obtenu malgré deux éléments défavorables. D'une part, la dépréciation de la livre sterling a pesé sur la contribution de la filiale britannique du groupe, EDF Energy, qui s'était éta-

blie à 1,28 milliard d'euros en 2007. CM-CIC estime à environ 130 millions d'euros l'effet de cette dégradation de la parité euro/livre. De plus, le coefficient de disponibilité, toujours très bas, du parc nucléaire français, a également pesé sur les résultats opérationnels du groupe. Tandis qu'EDF indiquait début décembre que ce coefficient serait en 2008 « proche » de celui de 2007 (80,2 %), certains observateurs l'attendent en baisse. Il se situait à 83,6 % en 2006.

Cette bonne tenue des résultats opérationnels s'est effectuée avec un chiffre d'affaires qui progresse globalement (59,6 milliards d'euros en 2007) sous le double effet des volumes et des prix. En France, qui représentait encore 54 % de l'activité en 2007, à 32,2 milliards d'euros, les prix ont été relevés cet été de 3 % en moyenne. Quant à la consommation, elle reste en progression (+ 1,2 % en France) malgré la chute de la demande des industriels sur les deux derniers mois. ■

ÉNERGIE

Poweo cherche à renforcer ses moyens

Charles Beigbeder, son PDG, réaffirme sa fidélité au groupe dont **LE CHIFFRE D'AFFAIRES A GRIMPÉ DE 59 % EN 2008**.

« 2009 MARQUE UNE NOUVELLE phase d'accélération de notre déploiement industriel », assure Charles Beigbeder, PDG du premier distributeur alternatif d'électricité Poweo. « Nous étudions toutes les options stratégiques permettant de renforcer nos moyens pour accompagner notre développement industriel et commercial », ajoute-t-il. Selon les options retenues, Poweo pourrait annoncer une décision dans les semaines à venir, même si certains schémas pourraient exiger plusieurs mois de négociation. Pour l'heure, toutes les solutions semblent étudiées, du renforcement des fonds propres par les actionnaires actuels (l'électricien autrichien Verbund avec 30 %, le fonds britannique Ecofin à 30 % et le PDG à 13 %) à une fusion ou l'entrée de partenaires au niveau du holding de tête ou des moyens de production. Un rapprochement avec son rival Direct Énergie « est une des options » envisagées, confirme le PDG. Mais le peu de synergies escomptées et les désaccords sur les valorisations n'en font pas la piste privilégiée. Des électriciens européens désireux de se renforcer en France (comme l'allemand E.ON ou l'italien Enel) seraient intéressés. « Quoi qu'il adienne, je continuerai à être associé et à présider Poweo », affirme Charles Beigbeder.

En 2008, Poweo affiche un chiffre d'affaires de 577,3 millions d'euros (+ 59 %), dont 212 millions pour les clients grands comptes (+ 109 %), 53 millions pour les clients professionnels (+ 11 %) et 8,4 millions pour les particuliers (120.000 sites « signés »). L'activité gaz (48 millions d'euros) a été multipliée par 5,6, avec

90.000 sites de particuliers « signés ». Après Darty l'été dernier, Poweo va proposer son offre dans une vingtaine de magasins Carrefour. Poweo restera dans le rouge en 2008, après une perte d'exploitation de 21 millions au premier semestre. « Nos pertes opérationnelles du second semestre devraient être inférieures. Nous confirmons notre souhait d'un équilibre opérationnel en 2009 », déclare Charles Beigbeder.

■ UNE TROISIÈME CENTRALE

Après le démarrage en février de sa première centrale thermique de 412 MW à Pont-sur-Sambre (Nord), Poweo veut boucler d'ici à l'été le financement des 350 millions (dont 250 millions empruntés) de sa deuxième centrale lorraine de Toul. « Même si la crise nous rend prudents, nous voulons lancer la construction d'une troisième centrale, de 800 MW, courant 2010 », souligne le PDG. Soit 1 milliard d'euros à trouver. Où ? Le choix n'est pas encore arrêté. Gandrange est peu probable car la construction d'un gazoduc de 60 km coûterait 100 millions. « Notre préférence va pour l'heure à Blaringhem (Nord) pour un projet soutenu par Arc International », note le PDG.

M.-C. L.

Charles Beigbeder, PDG de Poweo.



ERIC PERMONTAEP



« La justice doit sanctionner Poweo »

ÉNERGIE · Un rassemblement de soutien à la ville d'Houdain, en bagarre avec ce concurrent d'EDF, était organisé hier à Lille.

Lille (Nord), envoyé spécial.

Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté hier devant le tribunal administratif de Lille, où était examinée une requête de la société Poweo réclamant la suspension d'un arrêté municipal lui interdisant le démarchage sur le territoire de la commune (lire notre édition d'hier). Parmi les manifestants, on notait la présence de plusieurs militants de l'INDECOSA CGT venus « dénoncer les pratiques

frauduleuses des fournisseurs alternatifs ». « Depuis l'affaire d'Houdain, les plaintes commencent à nous remonter. De l'ensemble du département nous parviennent des témoignages mettant en cause les pratiques des commerciaux. Souvent, il est question d'usurpation d'identité : les VRP se font passer pour des agents d'EDF », explique Jacques Ir-del, responsable départemental de l'association de consommateurs. Des propos confirmés

par Danièle Seux, maire PCF de Divion (Pas-de-Calais), qui a pris « le même arrêté que celui d'Houdain » après que des habitants furent venus se plaindre auprès d'elle.

« Pour l'instant, nous avons recensé douze cas. Mais il y en a sans doute beaucoup plus. Il ne se passe pas un jour sans qu'un nouveau plaignant se manifeste », précise l'élue, qui fait part de son « écœurement ». « Les populations visées par ces pratiques sont les plus vulnérables. Ces gens-là profitent de

la misère des gens en leur faisant miroiter des économies », explique-t-elle. « Nous attendons du tribunal administratif qu'il rejette la demande de Poweo, mais nous aimerions aussi que la justice et l'État agissent pour réprimer ces pratiques », expliquaient hier les manifestants. La décision du tribunal administratif de Lille mise en délibéré devrait être connue dans les prochains jours.

Pierre-Henri Lab



ÉNERGIE

Gas Natural attend le feu vert de la commission espagnole de la concurrence pour acquérir son compatriote Union Fenosa. Le groupe lancera alors quasi simultanément une OPA et une augmentation de capital.

Gas Natural dans la dernière ligne droite pour acquérir Union Fenosa

DE NOTRE CORRESPONDANT
À MADRID.

Gas Natural s'apprête à mettre la main sur Union Fenosa. Le géant espagnol attend le feu vert de la Commission nationale de la concurrence (CNC), prévu pour ces jours-ci, pour se porter acquéreur de la participation de 35 % du groupe de BTP, ACS, dans Union Fenosa. Une fois l'aval reçu, le numéro un mondial de la distribution de gaz, lancera quasi simultanément une OPA sur la totalité des titres d'Union Fenosa et une augmentation de capital de 3,5 milliards d'euros. L'opération lui coûtera au total près de 17 milliards d'euros.

« Nous tenons le calendrier annoncé l'été dernier », souligne le

directeur général de Gas Natural, Rafael Villaseca. Le syndicat bancaire monté pour financer la transaction est passé de 10 à 19 membres et le résultat de l'assemblée générale des actionnaires du 10 mars ne fait pas de doute. La Caixa, qui détient 37 % de son capital, tout comme Repsol (30 %) se sont engagés à avaliser l'appel de fonds.

300 millions de synergies

La seule inconnue demeure l'attitude de GDF Suez présent dans le tour de table à hauteur de 8,7 %. Pour l'instant, le groupe français n'a pas encore pris de décision. « Nous n'avons pas d'informations sur leur position, mais il est normal qu'un actionnaire ne se prononce pas avant de connaître toutes les

conditions de l'OPA », continue Rafael Villaseca.

Avec Union Fenosa, Gas Natural contrôlera 28 % du marché espagnol du gaz, loin devant Endesa et Iberdrola (13 % chacun). Le groupe détiendra aussi 22 % du marché de l'électricité, à égalité avec Endesa et derrière Iberdrola (28 %). Il pourrait néanmoins vendre une centrale à cycle combiné de 800 mégawatts ainsi que plusieurs centaines de centres de distribution pour complaire à la CNC. Gas Natural refuse toutefois de céder à son partenaire italien ENI les 50 % qu'il détiendra dans Union Fenosa Gas à l'issue de l'opération. Il veut rester aussi dans Eufer (énergies renouvelables) détenu à parité avec Encl.

S'attaquant d'ores et déjà à son

désendettement, Gas Natural prévoit de se séparer des actifs « non stratégiques » évalués à environ 3 milliards d'euros. Les participations d'Union Fenosa dans le pétrolier Cepsa (5 %) et dans le groupe d'électronique Indra (16,5 %) seront sans doute vendues. Le groupe estime les synergies à 300 millions d'euros et pense être dans les meilleures dispositions pour réussir son mariage avec son compatriote. Gas Natural a enregistré une hausse de son bénéfice net de 10 %, à 1 milliard d'euros, en 2008 pour un chiffre d'affaires de 13,5 milliards d'euros, en hausse de 34,2 %. Une croissance liée à son entrée sur le marché mexicain et au poids grandissant de l'électricité dans ses activités.

G. S.



L'allemand EnBW confiant pour 2009

Dépréciations. Détenu à hauteur de 45 % par EDF, EnBW a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 16,3 milliards d'euros, en hausse de 10,8 % par rapport à l'exercice précédent. L'excédent brut d'exploitation (Ebitda) grimpe de 8,7 % sur la période, à 2,54 milliards d'euros. Le groupe enregistre néanmoins une baisse de son bénéfice net de 36 %, à

872 millions d'euros, à la suite de dépréciations exceptionnelles liées à la crise financière.

« En raison de la situation économique actuelle, EnBW ne peut exclure des reculs des ventes de gaz et d'électricité », a indiqué le groupe, qui ambitionne néanmoins de « réaliser un résultat au même niveau que l'an dernier » en 2009.

ENVIRONNEMENT



L'Europe fait la chasse à l'énergie vampire

Depuis janvier, une directive européenne vise à limiter la consommation d'électricité des APPAREILS EN MODE VEILLE.

PAR CHRISTINE LEJOUX

Le petit bouton rouge qui reste allumé, en bas de votre écran de télévision, vous n'y prêtez plus guère attention ? Pas plus qu'à votre grille-pain resté branché sur le secteur ? Pourtant, la consommation d'électricité des téléviseurs, ordinateurs et autres appareils électriques en mode veille ou arrêt a grimpé de 30 % au cours des dix dernières années. Au point d'être la cause de 1 % des émissions de CO₂ dans le monde, et de représenter près de 10 % de la consommation d'électricité des foyers en Europe, selon l'Union européenne (UE). « Si aucune mesure spécifique n'est adoptée, la consommation d'électricité due aux fonctionnalités de veille et aux pertes d'énergie des appareils en mode arrêt devrait atteindre 49 TWh [térawattheures] en 2020, contre 47 TWh en 2005 », alerte l'UE dans une directive parue dans son « Journal officiel » du 18 décembre 2008, et entrée en vigueur le 7 janvier dernier.

L'UE n'est pas restée les bras croisés. La directive 2005/32/CE stipule qu'en janvier 2010 la consommation d'électricité des équipements en mode arrêt ne devra pas dépasser 1 watt (W), et 2 W pour la consommation d'un appareil en mode veille. Et ce n'est qu'une première

étape, un durcissement de la réglementation étant prévu dans quatre ans. À partir de janvier 2013, la consommation d'électricité en mode arrêt devra se limiter à 0,50 W. Et celle en mode veille à 1 W.

Au total, ces mesures — déjà adoptées par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et certains États nord-américains — déboucheront sur une économie de 35 TWh d'ici à 2020, d'après l'UE, soit la consommation d'électricité annuelle du Danemark, et 14 millions de tonnes d'émissions de CO₂. « Cette mesure permettra aux Européens d'économiser plusieurs milliards d'euros », s'est félicité Andris Piebalgs, membre de la Commission européenne en charge de l'énergie.

■ ANTICIPATION

La liste des produits concernés par cette directive va des appareils électroménagers (four à micro-ondes, friteuses, etc.) aux équipements électroniques (postes de radio, télévisions et consoles de jeux), en passant par les sèche-cheveux et les rasoirs. Comment les fabricants vont-ils s'adapter à cette nouvelle donne ? « Nous avions anticipé cette directive », répond une porte-parole du

groupe d'électroménager SEB. « Dès 2005, nous avons limité à 3 W la consommation en mode veille de nos nouveaux produits, une limite abaissée à 2 W en janvier 2007. Nous avons encore trois ans pour nous conformer à la deuxième étape de la directive ». Trois ans qui ne seront peut-être pas de trop car SEB externalise un peu plus du tiers (35 %) de la fabrication de ses produits, auprès d'usines chinoises notamment, qui ne disposent pas toutes aujourd'hui des technologies nécessaires à l'application de la directive de l'UE.

Enfin, sur le plan financier, le coût de mise en conformité à la directive européenne — rapporté au prix de vente des produits — sera a priori plus important pour les groupes de petit électroménager que pour les fabricants de biens haut de gamme

comme les téléviseurs et les ordinateurs. Mais il s'agira d'un « léger surcoût de 1 dollar par produit, pour certaines catégories de biens comme les cafetières, dans lesquelles il faudra introduire de l'électronique », relativise la porte-parole de SEB. Un surcoût que le groupe pourrait compenser en relevant légèrement ses prix de vente. ■

10 %

C'est la part de la consommation d'électricité des téléviseurs, ordinateurs et autres appareils électriques en mode veille ou arrêt dans celle des foyers européens. Elle aurait augmenté de 30 % au cours des dix dernières années.

